

L'UE prépare une loi pour vous contraindre à penser ce qu'elle aura autorisé

écrit par Daniel Faguet | 4 mars 2024





Pour contrôler vos pensées elle contrôlera vos informations.

L'Europe prépare une nouvelle législation sur la liberté des médias, avec un étiquetage généralisé de la presse et des journalistes .

J'ai trouvé un article qui confirme l'article de Christine [Comme CNews, France Soir est dans l'oeil de Macron.](#)

Il n'y a pas que Macron qui s'attaque à la presse. La presse libre et d'opposition à la doxa Macronienne, soupçonnée de complotisme, est menacée par une loi Européenne en projet.

Un texte essentiel pour l'avenir de la démocratie européenne est en cours de discussion à Bruxelles. L'European Media Freedom Act ou « législation sur la liberté des médias » veut créer un cadre européen pour la liberté de la presse. On retrouve à l'initiative de cette loi a nouveau Reporter sans frontières et son président Christophe Deloire.

A chaque fois que ces gens de gooche nous parlent de défense de la liberté, c'est pour nous en enlever un peu

plus.

Le recul des libertés fondamentales sous le quinquennat Macron

Le quinquennat Macron a exprimé [une vision autoritaire dans l'exercice du pouvoir](#). comme le rappelle l'étude de *The Economist*, la France n'est plus en 2020 une démocratie « parfaite », mais elle a été reléguée au rang de démocratie « défaillante ».

La liberté d'expression, la liberté de manifester, la liberté de la presse et les autres libertés, toutes ont été mises à rude épreuve durant ce quinquennat. Concernant la liberté d'expression, les loi [fake news](#) et [Avia](#) en sont des illustrations flagrantes. Sous couvert de lutter contre des dérives complotistes, on prive en réalité le citoyen de la possibilité de s'exprimer librement.

Voici donc des extraits d'un article de THE EPOCH TIMES de [Ludovic Genin](#) un journal anti communiste à propos duquel Wikipédia publie : *Le journal et ses différentes plateformes de diffusion, publiant des [théories du complot](#) et propageant des [fausses informations](#), est connu aussi pour le soutien qu'il apporte au président américain [Donald Trump](#) et aux politiques d'[extrême droite](#) en Europe*

Ludovic Genin a fait des études en Histoire et philosophie des sciences et des techniques (DEA), en Science cognitives (Master 2) et en Ingénierie informatique (Master 2). Il rédige des articles sur l'actualité française et internationale.

European Media Freedom Act : un projet de régulation administrative de la presse européenne.

Le premier projet de loi européen d'encadrement des médias est une « véritable régression en matière de liberté de la presse »

L'European Media Freedom Act (EMFA) est la première législation européenne sur les médias s'apprêtant à se généraliser à toute l'Europe. Appelée « Législation européenne sur la liberté des médias », l'EMFA propose un nouvel ensemble de règles visant à « promouvoir le pluralisme et l'indépendance des médias dans l'ensemble de l'UE » selon la proposition de loi.

La future législation européenne consacre en effet l'utilisation de la *Journalism Trust Initiative* (JTI), développée par RSF, comme référence pour identifier les médias fiables – ouvrant la porte à un étiquetage généralisé de la presse au niveau européen, s'appuyant sur la puissance algorithmique des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).

Cette mesure de fiabilité des médias a été créée par Reporters sans frontières (RSF) combinée à la puissance algorithmique des médias sociaux et des moteurs de recherche pour étiqueter tous les médias européens.

Selon les éditeurs signataires, l'European Media Freedom Act va donner le pouvoir de censure des publications aux GAFAM par l'application d'une labellisation centralisée et généralisée de l'information.

Nous parlions de la labellisation des médias et de l'information comme aboutissement probable des États généraux de l'information (EGI) en France, dans un article précédent. La *Journalism Trust Initiative* (JTI) y est également proposée par *Reporters sans frontières* (RSF) pour assurer un étiquetage global des médias français. La récente polémique de la saisine du Conseil d'État par RSF contre la chaîne d'information Cnews avait remis en question l'impartialité du directeur général de RSF, Christophe Deloire, également directeur des EGI.

Une enquête publiée par Epoch Times expliquait que

l'application à grande échelle d'une labellisation des médias, comme celle de l'entreprise américaine NewsGuard, avait abouti à un maillage idéologique biaisé des médias. L'enquête a révélé que la start-up américaine donne des bonnes notes – c'est-à-dire de la visibilité sur les médias sociaux et les moteurs de recherche, l'accès aux annonceurs, etc. – aux médias se situant du côté de la doxa politico-médiatique de gauche ou progressiste, alors que des mauvaises notes sont données à des médias conservateurs et indépendants, même s'ils adhèrent à des normes journalistiques élevées.

Au final, un média devra montrer « patte planche » comme le disait Thibaut Bruttin, adjoint au directeur général de RSF, s'il ne veut pas être privé de sa visibilité et de sa liberté d'expression. Orwell l'avait prédit, la liberté des médias, ce sera la censure. À première vue, les journalistes seront protégés des ingérences politiques ou économiques, mais dans les faits, l'EMFA pourrait « encourager la censure de la presse par les plateformes et compromettre l'indépendance des journalistes » déclare le syndicat Alliance Presse

Un enjeu démocratique majeur

La liberté d'expression que nos lois protègent en France risque d'être balayée par cette loi européenne étiquetant les médias selon des normes données par des « analystes » de la JTI ou de NewsGuard utilisant la puissance algorithmique des moteurs de recherche et des médias sociaux pour les mettre en œuvre.

La censure d'un média qui était aujourd'hui l'exception en France va devenir demain la règle si l'EMFA est promulgué. Pas d'échange contradictoire, pas de moyen de faire appel devant la justice, les médias seront sous un régime de censure et d'auto-censure et devront passer sous les fourches caudines d'un étiquetage idéologique et de la

puissance algorithmique des plus grosses plateformes de médias sociaux et moteurs de recherches au monde – dont aucun n'est européen.

<https://www.epochtimes.fr/european-media-freedom-act-un-projet-de-regulation-administrative-de-la-presse-europeenne-2556316.html>

PS ;depuis quelques temps quand je cherche des photos sur google pour mes articles, je constate que le nombre de photos diminue ainsi que les photos dérangeantes... le ménage a commencé.

Daniel Faguet